

Québec 2014

LE GASP DÉNONCE LE MANQUE D'ENGAGEMENTS DE CERTAINS PARTIS

Une campagne où on ferme les yeux sur la pauvreté

MARIE-ÈVE
MARTEL

marie-eve.martel@lavoixdelest.ca

GRANBY — Le Groupe actions solutions pauvreté (GASP) déplore que la pauvreté soit écartée de la campagne électorale par plusieurs partis politiques, lui qui a épluché les plateformes électorales des quatre principaux partis politiques à la recherche de promesses concernant trois principaux enjeux : le revenu, le logement et l'itinérance.

Force est d'admettre que certains font meilleure figure que d'autres. « C'est déplorable, laisse tomber le coordonnateur Nicolas Luppens. On est dans un pays riche et on réalise qu'il y a peu de préoccupations et de priorités pour les personnes dans le besoin. »

Le PQ et QS font bonne figure

« Notre analyse est que règle générale, le Parti québécois et Québec solidaire proposent des engagements concrets pour permettre la lutte à la pauvreté, note M. Luppens. On est aussi inquiets si le Parti libéral ou la CAQ prennent

le pouvoir, car aucune mesure n'est proposée. »

Le GASP a salué les efforts du Parti québécois, qui dans sa plateforme électorale souhaite améliorer le sort des retraités et assurer la pérennité des régimes à prestations déterminées. La formation veut également déployer une nouvelle politique d'habitation et sa politique nationale de lutte à l'itinérance, qui comprend la construction de 3250 logements sociaux. Du nombre, le GASP estime à 30 le nombre d'unités qui pourraient être bâties à Granby. « Il y a de bonnes mesures, mais beaucoup d'initiatives semblent se concentrer dans la métropole. On se demande qu'est-ce qui va aller aux régions », affirme le coordonnateur.

De son côté, Québec solidaire semble avoir obtenu la meilleure note de la part du GASP avec ses propositions d'augmenter le salaire minimum au seuil de faible revenu, de remplacer l'aide sociale par un revenu minimum garanti, d'adopter une politique globale en itinérance et de construire 50 000 logements sociaux en cinq ans, dont 430 pourraient être bâtis à Granby et 70 à Cowansville.

Le PLQ et la CAQ échouent le test

Il se trouve que le Parti libéral du Québec est le seul n'ayant formulé aucun engagement vis-à-vis ces trois champs d'action. Le parti n'aurait d'ailleurs jamais donné

suite aux demandes du GASP, désireux d'en savoir davantage sur sa plateforme.

Même si la Coalition avenir Québec prévoit l'indexation des salaires et prestations, rien ne figure dans son programme pour bonifier les revenus des plus démunis ou pour augmenter le nombre de logements sociaux. « C'est inquiétant, note M. Luppens. Même si on veut l'indexation, les besoins réels augmentent jusqu'à dix fois plus rapidement, selon les secteurs. »

La CAQ ne chiffre pas non plus ses engagements en itinérance, mais indique que les organismes communautaires bénéficieront de la restructuration du système de santé qu'elle propose.

Des besoins criants et des solutions

Au niveau du revenu, le GASP rappelle que le revenu personnel disponible moyen des habitants de la Haute-Yamaska est inférieur à celui de la Montérégie-Est. Dans la MRC de la Haute-Yamaska, 12,6% de la population vit toujours sous le seuil du faible revenu.

À cet effet, l'organisme réclame de rehausser le salaire minimum et l'aide sociale, en mettant aussi fin aux catégories de prestataires et en facilitant l'accès aux agents de bureaux. Il demande aussi d'abolir la taxe santé, de maintenir le gel des tarifs d'Hydro-Québec et de scolarité



« C'est déplorable, laisse tomber le coordonnateur du GASP, Nicolas Luppens. On est dans un pays riche et on réalise qu'il y a peu de préoccupations et de priorités pour les personnes dans le besoin. »

PHOTO STÉPHANIE MANTHA

et d'éviter toute hausse de tarification universelle et de privatisation des services publics.

Le GASP a également rappelé que Granby fait piètre figure en ce qui concerne sa proportion de logements sociaux, qui est actuellement de cinq pour 1000 habitants. Au rythme actuel, il faudrait 230 ans pour doubler cette offre sur le territoire de la ville.

Selon l'organisme, il faudrait revoir le nombre d'unités de logements sociaux à la hausse, soit à 600 logements pour accommoder la demande. En ce sens, le groupe souhaite entre autres favoriser l'accès à un logement

abordable par des investissements massifs, que des mesures soient instaurées pour contrôler le prix des loyers et que soit mis sur pied un organisme d'aide et de défense des droits des locataires en Haute-Yamaska.

L'augmentation de l'itinérance préoccupe enfin grandement le GASP, alors que les ressources voient leurs demandes d'aide monter en flèche depuis quelques années. Pour calmer le jeu, un financement récurrent aux organismes doit leur être offert alors que la politique nationale en itinérance doit être aussi déployée en région.